

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 9 septembre 2019

Retraites : ne nous laissons pas enfumer par Macron

Après 18 mois d'une « concertation » sur un nouveau système « universel » de retraite menée par le « haut-commissaire » Delevoye, le gouvernement a finalement décidé de faire un nouveau round de rencontres, voire une « consultation citoyenne ». Pour commencer, tous les dirigeants syndicaux ont été reçus la semaine dernière par le Premier ministre, qui leur a répété qu'il voulait passer à un système de retraite « à points ». En clair, le gouvernement retarde simplement son projet de quelques mois. Pour mieux nous enfumer avec la « nouvelle » méthode de « l'acte II » du gouvernement.

Une « valeur » qui se dégrade...

Mais l'essentiel pour Macron est de faire passer son système de « retraite par points », avec soit un âge « pivot » (porté à 64 ans en 2025), soit un allongement de la durée de cotisation pour avoir le taux plein. Un système plus juste selon Delevoye, car chaque euro cotisé donnerait le même droit à pension. Or un tel système fonctionne déjà en France pour les retraites complémentaires Agirc-Arrco : on acquiert en cotisant des points et la retraite versée est proportionnelle au nombre de points acquis. Sauf que la « valeur de service » du point (ce que le retraité touche en fonction des points accumulés) n'a cessé de se dégrader : ainsi elle était de 8,6 % en 1980 (on touchait 0,86 € pour 10 € cotisés) mais n'est plus aujourd'hui que de 5,9 %, soit une perte de 31 %. Et le Medef a pour objectif de baisser encore ce ratio à seulement 4,5 % (0,45 € pour 10 € cotisés) !

Baisse des retraites pour tous ?

Pour la retraite de base, qu'il veut aussi désormais « par points », Delevoye parle d'une « valeur de service » de 5,5 % (0,55 € pour 10 € cotisés) ! Mais ce sera ajustable chaque année, avec une « règle d'or » fixant les dépenses de retraite à environ 14 % du PIB, alors même que le nombre de retraités va augmenter. Il est donc clair que les retraites vont baisser. Pourtant Delevoye avait sorti, en juillet, neuf « cas-types » qui seraient gagnants ! Mais c'était en allongeant la durée de cotisation à 44,3 ans !

Le collectif « reformesdesretraites.fr » a comparé la pension touchée, après des carrières identiques, par un parent né en 1961 et son enfant né en 1990, ne partant tous deux à la retraite qu'à 64 ans, le parent bénéficiant du système actuel et l'enfant du système Delevoye. Pour un salarié proche du Smic, le montant de la retraite passerait de 81,6 % du dernier

salairé pour le père à 65,8 % pour le fils. Soit 16,8 % de chute ! Et vu le niveau du chômage et le développement de la précarité, il est probable que la baisse sera encore plus nette, puisque ce ne seront plus les 25 meilleures années (ou les six derniers mois pour les fonctionnaires) qui serviront de base de calcul mais toute la carrière.

Rappelons que, malgré les diverses exonérations de cotisations patronales de ces dernières années, le régime général de retraite est à l'équilibre. La réforme de Macron, en baissant les pensions versées, aura surtout pour effet de pousser les salariés qui en ont les moyens à cotiser à des retraites complémentaires par capitalisation, c'est-à-dire à jouer en bourse leur avenir.

Contre la « retraite universelle » au rabais, à quand une mobilisation universelle !

Alors que ces dernières années les dividendes des actionnaires n'ont cessé de croître, pas question d'accepter comme avenir une pension de misère accessible à un âge plus tardif, et de cotiser plus longtemps pour une retraite plus courte et en moins bonne santé !

Macron et Delevoye veulent nous imposer une retraite « universelle » au rabais. Il est grand temps d'une mobilisation « universelle » contre eux, aux côtés des enseignants, des hospitaliers, des salariés en butte aux licenciements, à la précarité et aux bas salaires qui déjà manifestent leur colère.

FO et la CGT appellent pour la fin du mois à des manifestations contre la réforme des retraites qu'on espère les plus nombreuses possibles. Mais pour l'un c'est le 21 pour l'autre le 24.

Alors pour le « tous ensemble » il faudra s'en charger nous-mêmes, comme les Gilets jaunes, et avec eux, qui n'ont attendu l'appel de personne pour faire trembler le gouvernement.

Une saison en enfer

Cet été, avec la canicule, les conditions de travail se sont sacrément dégradées, particulièrement au B19, bâtiment d'un autre âge où la direction a décidé de regrouper la plupart des prestataires. Celui-ci n'est bien sûr pas climatisé et ce n'était pas une pauvre clim' mobile qui allait changer la donne. Alors la seule solution pour ne pas finir séché au fond d'une salle était de boire quelques litres d'eau. Mais même cela la direction n'était pas capable de l'assurer avec une fontaine dont le liquide était difficile à identifier. Et ne parlons pas des insectes qui ont aussi fait du B19 leur nouveau repère. Salaires plus bas, précarité et maintenant conditions de travail méprisantes, voici comment la direction de PSA considère les prestataires. En précarisant et divisant les salariés, PSA s'engraisse toujours plus comme elle le fait avec la vente d'une partie de la R&D d'Opel à Segula.

Le Dieu planning

Pour ne pas payer d'amende sur les futurs niveaux d'émission de CO₂ en 2020, PSA presse comme des citrons les collègues qui travaillent sur les projets hybrides et électriques pour finir au plus vite. Qu'importe l'organisation, la qualité et les conditions de travail seule compte la deadline ! La direction cherche même des volontaires pour venir travailler le samedi alors que les semaines se déroulent déjà tambour battant ! Certains collègues se sont arrêtés à causes des cadences infernales et du niveau de stress atteint. On ne vient pas au travail pour perdre sa vie à la gagner. Si la direction tient à sortir ses voitures dans les temps elle n'avait qu'à embaucher ou garder des collègues expérimentés et anticiper ces projets plusieurs années avant. Mais cela, dans cette société court-termiste où seuls comptent les profits ramassés à la fin de l'année la direction n'en est pas capable.

Ouvriers sans pain, et actionnaires avec brioche.

Depuis 5 ans, PSA affiche des résultats financiers records quasiment chaque semestre. Derrière la novlangue managériale à base de ROC, free-cash flow ou mix produit, il y a une surexploitation permanente et sans frontière.

Au premier semestre 2019, l'annonce des résultats coïncide avec celle de 4000 licenciements en Chine et ces résultats ne sont pas sans lien avec les suppressions de postes à Opel. Chute des ventes à l'autre bout de la planète, ralentissement économique, récession possible dans le secteur auto, peu importe les dividendes versées aux actionnaires sont garanties. Tavarès ayant même pour objectif d'augmenter la part des bénéficiaires consacrée aux

dividendes de 25 à 28 %.

Circulez, y'a (plus) rien à voir

Du côté de chez Opel, sur les 2 000 collègues dont PSA voulait se débarrasser seuls 700 ont accepté de se faire transférer chez Segula. Tous les autres ont été poussés dehors et priés d'aller voir ailleurs. Il faut dire que du côté du prestataire l'emploi n'est garanti que jusqu'en...2022. Choisir entre la peste et le choléra voilà ce que les dirigeants ont imposé aux salariés. La galère, les incertitudes pour ces derniers et les honneurs pour les fossoyeurs d'emplois : le pdg d'Opel a même reçu début septembre un award pour l'ensemble de son œuvre.

Aux urgences, la colère s'étend

Avec 241 services en grève, le mouvement concerne maintenant la moitié des services d'urgences de l'hôpital public. Et les grévistes trouvent un écho dans les autres services hospitaliers, tout aussi sinistrés.

La ministre de la santé multiplie les effets d'annonce pour tenter de calmer la colère des grévistes : renforcer les liens avec la médecine de ville, dit-elle (mais il manque des médecins !); étendre les compétences des paramédicaux, multiplier les logiciels « gestionnaires de lits (de pénurie !) » ; un numéro de téléphone unique pour les secours médicaux... Du Bla-bla, sans les moyens ni les effectifs suffisants.

Alors, ce lundi, devant la détermination des grévistes, rejoints par des médecins, elle a octroyé un « effort financier » de 750 millions d'euros. Mais ce sont 4 milliards qui seraient indispensables, comme l'ont répété les hospitaliers, pour compenser les sacrifices infligés aux hôpitaux publics depuis dix ans. Bref, on est très loin du compte. « Nos revendications sont claires et simples. Et si on n'augmente pas le budget global de l'hôpital, ça ne marchera pas » : c'est ainsi qu'une infirmière gréviste recadrerait le gouvernement.

Les grévistes continuent de se battre et d'exiger plus de moyens, plus d'effectifs, aux urgences comme dans les autres services, avec une journée de mobilisation ce mardi 10.

Des violences policières couvertes au sommet

Pour Macron, la police, face au mouvement des Gilets jaunes n'aurait pas commis de « violences irréparables ».

La réalité de la répression policière, c'est au moins vingt-trois manifestants éborgnés et cinq qui ont perdu la main. À Marseille, une habitante de 80 ans est décédée après avoir reçu un tir de grenade lacrymogène dans son logement.